

bulletin hebdo



Du fusil à la bêche

Par Juan Ramón Huerta, repris de *Barricada*

Managua, juin (ANN / Barricada). La guerre se termine. Les paysans posent le fusil et regardent vers l'avenir. Comment pourront-ils survivre et faire face à une politique qui privilégie les gros producteurs? Au moment où, selon les propres estimations de leur ancien chef Franklin, la moitié des contras souhaite retourner dans leurs villages d'origine et non s'installer dans les pôles de développement, l'heure est à l'unité du monde rural. Le FSLN estime que les anciens contras vont être pris par la lutte des classes. "La paysannerie ne doit pas se diviser entre contras et sandinistes. Il faut travailler à dépasser cette division en faveur de l'unité des paysans dans la défense de leurs intérêts spécifiques", déclare Luis Carrión, membre de la Direction nationale du FSLN. Un reportage réalisé dans la région de Waslala-La Dalia, au centre-nord (région VI), illustre concrètement la nouvelle situation.

La zone qui s'étend de Waslala à La Dalia en passant par Tuma a tout pour être prospère, affirment ses habitants. Particulièrement frappés par la guerre, ils espèrent aujourd'hui des conditions minimums de sécurité et le financement nécessaire au développement de leur région.

La guerre a cessé d'être au coeur de leurs préoccupations. Plus d'hommes en armes postés près des ponts, à l'entrée des coopératives et sur les chemins. Mais la méfiance demeure entre ceux qui ont dû défendre leurs terres contre l'agression et ceux qui reviennent aujourd'hui dans leur village après avoir quitté les rangs de la contra. Le temps presse et le gouvernement, seul, détient les clés du financement. "Nous voulons démontrer que nous ne savons pas seulement nous battre, mais également produire", dit Alcides Rodríguez, dirigeant régional de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG).

Coopératives, *asentamientos*, producteurs privés dispersés, tous ont vu leurs conditions de vie et de travail se dégrader du fait de la guerre. La nature s'en est mêlée avec des crues abondantes qui ont détruit périodiquement les ponts. A partir de 86, grâce à un contact régulier entre les hameaux dispersés et les bourgs de La Dalia et Waslala, la défense a été efficace et a permis de circuler dans la région; celui qui se déplaçait s'exposait néanmoins à une éventuelle embuscade.

Mais la guerre fait déjà partie de l'histoire. Aujourd'hui, la préoccu-

tion dominante est la survie économique. Comment faire face à une situation qui compromet tout espoir de développement? "La paysannerie veut s'intégrer à l'économie, elle est prête à transformer ses méthodes traditionnelles pour améliorer la production", déclare A. Rodríguez. Dans l'ensemble des zones de guerre, 26 000 hectares de plantations de café demandent à être réhabilités. Le gouvernement financera-t-il ce programme? Le ministre de l'Agriculture, Roberto Rondón, a bien parlé d'une subvention de 54 millions de dollars, mais la proposition a été faite devant une vingtaine de gros producteurs affiliés au Conseil supérieur

SOMMAIRE

Bananes: de bonnes perspectives

L'Amérique centrale, après (IIème partie)

Un vieux sage m'a conté

Résolutions de l'assemblée des forces sandinistes



40 P 11481

de l'entreprise privée (COSEP), sans doute les seuls à pouvoir payer les intérêts exigés. Or, les petits et moyens producteurs de café représentent 60 % de cette branche. Écartés d'un crédit aux intérêts inaccessibles, ils se voient obligés de vendre leur bétail pour pouvoir semer le café, le cacao et les grains de base. De Waslala à La Dalia, cette pratique est courante. Un des membres d'une coopérative nous le confirme : "Nous disposons de terres pour le café, le cacao, la canne, mais pour entretenir les cultures, nous devons vendre nos bêtes; parfois c'est rentable, parfois non et c'est l'étranglement".

Que pensent-ils de la fin de la guerre? "C'est sûr qu'il y a un changement, mais tout n'est pas fini ; il y a encore des groupes de contras qui s'en prennent aux paysans et même si nous ne sommes pas obligés d'être en alerte en permanence comme avant, nous ne pouvons pas abandonner complètement la défense", affirme un paysan d'une coopérative. Un autre estime que "le gouvernement doit démontrer que le changement ne va pas signifier pour ofus l'étranglement économique ; pour développer l'agriculture, il faut investir".

De nombreux contras démobilisés sont rentrés chez eux. "Nous sommes environ 200 dans cette région, expliquent deux jeunes qui reviennent après des années de guerre. Nous nous réintégrons progressivement. Quelques sandinistes nous parlent, nous sommes bons voisins, mais il faut se donner le temps pour tout cela". Juan Díaz nous indique qu'il y a des contras démobilisés dans la coopérative Las Brisas dont il est le vice-président. Selon lui, cela ne pose pas de problèmes majeurs. Il signale même le cas d'une famille où sont revenus des démobilisés de l'Armée populaire sandiniste (EPS) et d'anciens contras. Il nous accompagne à la maison des Barrera. Carlos Isidro, qui a passé sept ans dans la contra, porte encore sa casquette militaire "made in USA". "Je veux étudier et travailler à quelque chose d'utile, dit-il, mais nous ne sommes pas encore tranquilles parce qu'il y a des gens qui ne nous acceptent pas, ils se rappellent leurs morts". Un de ses frères est un ancien militaire de l'EPS, aujourd'hui au chômage.

Germán Martínez, ancien chef de détachement du commando contra *Salazar*, vit maintenant chez son beau-frère, dans la coopérative Las Brisas. "La guerre est finie, cela n'a plus de sens de garder les armes" affirme-t-il en faisant allusion à ceux qui continuent à voler et à menacer les paysans de la région. "Il doit y avoir unité des paysans, ajoute-t-il, pour faire face à cette situation économique terrible. Nous vendons à bas prix et, quand nous voulons acheter, c'est impossible tellement les prix augmentent".

Le conflit militaire s'éteint. Le monde rural manifeste sa volonté de se reconstruire et de resserrer ses liens sociaux, mais l'ambiance reste tendue. C'est maintenant la guerre économique.

BANANES : DE BONNES PERSPECTIVES

Par Ricardo Pino Robles

Managua, juin (ANN). Le commerce des bananes, qui échappe pour l'instant aux multinationales, connaît de bonnes perspectives du côté du marché européen. A court terme, les surfaces de culture et les chiffres des exportations pourraient doubler. Mais un accord de commercialisation avec des multinationales étrangères n'est pourtant pas exclu.

L'optimisme de Eduardo Hollman, directeur de Bananic (Corporation de la banane), se fonde sur deux facteurs : l'augmentation de la production, qui est revenue à son niveau historique, et l'ouverture du marché européen, élargi aux pays d'Europe de l'est. "Depuis la fondation, en 1988, de la Corporation de la banane, notre objectif a été d'organiser une chaîne intégrale de la production à la commercialisation en passant par le transport maritime. Il ne s'agit pas seulement d'arriver à un volume et à une qualité adaptés au marché, mais de diminuer les coûts de production et de commercialisation, sans pour autant ralentir les activités du marché. L'inconvénient est que, entre 1980 et 1988, la production avait baissé en quantité et en qualité. Il y avait des problèmes dans la gestion des plantations, des difficultés technologiques et des restrictions liées à la guerre et à la crise économique. Il faut également mentionner un certain manque d'expérience, qui s'est révélé quand, en 1982, la Standad Fruit Company s'est retirée du Nicaragua et que le gouvernement a dû assumer la production et la commercialisation".

La chute de la production est parvenue à un point critique en 1988, avec seulement 69 560 tonnes. Mais en 1989, elle est remontée à 82 720 tonnes et l'on pense arriver cette année à 110 920 tonnes, chiffre qui se rapproche du meilleur niveau de notre histoire, 128 340 tonnes en 1978. On estime que cette production pourrait être atteinte de nouveau en 1991. Pourtant, E. Hollman précise que même en exploitant au maximum l'actuel potentiel des 2 500 hectares de plantations, le volume de production reste encore faible pour que la commercialisation soit très compétitive sur le marché international. Le principal, selon lui, est que les coûts, en particulier celui du transport maritime, restent bas, ce que l'on peut obtenir en doublant la production. "En ce moment, le Nicaragua devrait prendre la décision de doubler les surfaces de culture, c'est-à-dire de les faire passer à 5 000 hectares. La réduction des coûts serait très importante, des emplois seraient créés et nous pourrions maintenir une continuité sur le marché : nous pourrions y être présents toutes les semaines avec le même volume et affronter la concurrence". Cette décision aurait un autre avantage : l'effet multiplicateur sur les services internes, par exemple sur l'entreprise qui fabrique les caisses en carton (et qui actuellement travaille à un tiers de sa capacité).

E. Hollman confirme que des multinationales, comme la Standard Fruit Company et la United Fruit Company, souhaitent acheter les bananes nicaraguayennes. Leurs propositions seront examinées, mais "ce ne sera pas facile de revenir sur le marché étatsunien", auquel le Nicaragua a de nouveau accès depuis que G. Bush a levé l'embargo économique qui durait depuis 1985. "La position de la direction de Bananic, dont fait partie Edwin Kruger (vice-ministre de la présidence et responsable des entreprises d'état), est qu'il faut analyser les propositions des multinationales, en tenant compte, évidemment, de la possibilité que Bananic commercialise elle-même. Jusqu'à présent, aucune décision n'a été prise".

Interrogé sur l'éventuel recours à la loi permettant la reprivatisation pour restituer les activités de cette branche aux multinationales, E. Hollman rappelle que sur les 15 plantations existantes, 13 sont privées.

Outre les perspectives déjà évoquées, E. Hollman ajoute que l'on envisage une possibilité de commercialisation conjointe avec d'autres producteurs du Costa Rica et de Colombie. "Le Nicaragua peut parfaitement s'appuyer sur d'autres producteurs pour consolider sa commercialisation directe en Europe et avoir plus de chances de succès".

L'AMERIQUE CENTRALE, APRES (suite)

Par Pedro Casaldáliga

Managua, 20 juin (ANN / El Nuevo Diario). Après les extraits de ses réflexions sur le Panama et le Honduras, nous vous proposons ici les notes de l'évêque brésilien Pedro Casaldáliga sur son passage au Salvador et au Nicaragua, publiés dans "El Nuevo Diario".

EL SALVADOR, DIXIEME ANNIVERSAIRE

Je suis arrivé au Salvador à la nuit. Un silence peureux régnait dans l'aéroport. Etat de siège, terre de répression. Ce même soir, le 21 mars, la télévision a parlé de Monseigneur Romero : c'était la semaine du dixième anniversaire de son martyr.

L'archevêque de San Salvador Monseigneur Rivera y Damas et son évêque auxiliaire, Monseigneur Rosa Chávez, accompagnés d'une foule de religieux et de laïcs, ont commémoré dans la ferveur cet événement. Sur les murs de la chapelle, les paroles de Mgr Romero : "Toujours, j'ai cherché à servir le peuple". Les témoins parlent. "Il prenait toujours le temps d'écouter", se rappelle une salvadorienne. "Le martyr est familier à l'église salvadorienne", constate un évêque. "Le sang des martyrs enracine l'Eglise dans le peuple du monde entier", proclame

l'archevêque de Los Angeles, venu pour la célébration. "Les cigales leur rappellent le crime chaque année", dit-on en parlant des assassins impunis, de ceux qui continuent à tuer au Salvador et des auteurs intellectuels des crimes, ceux qui fournissent conseillers, armes et dollars (cette semaine-là, les cigales de San Salvador faisaient une concurrence stridente aux vols rasants des hélicoptères, trop coutumiers sur cette terre violente).

Le 22 au matin, je suis allé à l'Université centraméricaine, l'UCA. Face à l'université, un panneau cynique de l'armée proclame que c'est le FMLN qui veut une paix d'assassins. Les nouveaux jésuites m'accueillent avec une fraternelle cordialité. Ils m'accompagnent sur les lieux du martyr. Le couloir garde les traces des corps traînés. Chambres ouvertes sur l'horreur : impacts de balles, barreaux tordus, l'air et la lumière imprégnés de mort et de soleil. Dans la chapelle de l'UCA, dédiée à Saint Romero et aux jésuites assassinés, reposent les corps de ces derniers, leurs cerveaux et leurs coeurs qui avaient été éparpillés. La plaque tombale dit tout : "Etre jésuite aujourd'hui signifie s'engager sous l'étendard de la croix, pour la foi et la justice". Le 5 janvier dernier, 29 personnes et parmi elles des prêtres et des pasteurs, avaient maculé le blanc portail complice de la Maison-Blanche de leur propre sang mêlé de terre et du sang des jésuites morts.

Le 24 mars, pour l'anniversaire de la mort de Mgr Romero, nous avons parcouru les rues de San Salvador, 20 000 personnes en marche vers la cathédrale, rivière de foi et de libération. Dans les rues sous contrôle, de grandes bandergées proclament la présence du pasteur martyr et au cours de la messe, l'ouverture du processus de sa béatification est annoncée.

Le lendemain, Mgr Romero ressuscitait une fois de plus dans son peuple, sous le soleil et le ciel de Morazán, au-delà de la rivière Torola, à Meanguera. Après neuf ans d'exil et d'expérience, 8 404 salvadoriens, de retour du Honduras, ont fondé un village communautaire pour connaître un avenir différent. L'exil les a préparés. Ils ont survécu, ils se sont dépassés. Même s'ils laissent derrière eux, comme une semence qui porte ses fruits, 46 morts et 24 disparus. Aujourd'hui, 85 % d'entre eux sont alphabétisés, ils comptent 800 enseignants, 1 088 techniciens. Ils sont "un miracle du passé" et "une alternative pour l'avenir".

Ainsi, les réfugiés reviennent et le peuple s'organise, chaque jour plus conscient, malgré l'état de siège et la répression brutale. Les salvadoriens ne céderont pas facilement à des compromis qui ne répondent pas aux aspirations profondes du peuple. Face au gouvernement impuissant et complice, à l'armée répressive et, dans certains cas, ouvertement assassine, face à la politique enragée des Etats-Unis, aucune hésitation. Novembre n'a pas marqué une fin pour le Salvador.

LE NICARAGUA, APRES CE QUI C'EST PASSE

"Après ce qui s'est passé", disons-nous, moitié en plaisantant, moitié sérieusement. Il s'est passé les élections et l'UNO les a gagnées. Ou plutôt, la nécessité de survivre sans guerre et sans faim, sans contra et sans blocus, les a gagnées.

Ce qui s'est passé : perdre un mandat électoral. Ce qui ne peut pas se passer : perdre la Révolution sandiniste. Les analyses faites par les sandinistes, les communautés chrétiennes et les experts politiques convergent sur certains points:

- les élections ont été formellement parfaites, dit-on. Trop parfaites, dis-je. "Une des élections les plus frauduleuses de l'histoire électorale de l'Amérique et sans doute du monde entier", affirme Miguel d'Escoto, faisant allusion à l'ingérence des Etats-Unis qui, pour finir, a obligé le peuple à ce vote. Libres, des élections soumises à dix ans de blocus économique et de guerre?
- le gouvernement des Etats-Unis a gagné ces élections, salement, avec sa stratégie de mort et sa politique d'agression multiple (armée, économique, commerciale, financière, idéologique, diplomatique)
- il y a eu un certain triomphalisme sandiniste, avec excès de propagande, et un "centralisme démocratique" qui n'a pas toujours pris en compte critiques et alternatives raisonnables. Certains sandinistes ont adopté, de plus, un mode de vie peu austère.
- beaucoup de jeunes, de mères, de compagnes, ont voulu la fin du service militaire, oubliant peut-être que la guerre n'était pas un choix des sandinistes mais des Etats-Unis.
- il n'y a pas eu suffisamment de travail avec une participation réelle de la population pendant ces dix ans.

Le peuple nicaraguayen a résisté jusqu'aux limites de ses forces et 41 % a voté héroïquement pour le Front sandiniste, malgré un contexte exténuant. Compréhensif, Daniel Ortega a expliqué : "Le peuple n'a pas trahi, il s'est trompé". Selon ce que l'on sait, le Nicaragua ne compterait que 35 % d'antisandinistes convaincus et je peux dire que j'ai rencontré plus de sandinistes aujourd'hui, après la défaite, qu'il y a deux ans, lors de ma précédente visite. Le Nicaragua n'a pas célébré la victoire de l'UNO, parce que ce n'était pas une victoire du peuple et qu'il n'y avait pas grand-chose à célébrer. Des mères m'ont avoué avoir plus souffert de la défaite électorale que de la mort au combat de leur fils : "C'est seulement avec ces élections que j'ai senti que mes deux fils étaient vraiment morts", confesse une d'entre elles. Je leur ai rappelé qu'elles étaient deux fois mère, une fois en ayant mis au monde un enfant et une autre en l'ayant donné au peuple, engendrant une patrie nouvelle.

Lorsque je suis sorti du Nicaragua, au moment de contrôler mes bagages, un policier de l'aéroport me dit avec effusion : "Je reçois des revues de théologie et je vous connais bien". Dieu préserve la police sandiniste et tous les militants nicaraguayens qui étudient la théologie, qui vivent leur foi et la cause de la libération!

Politiquement, il semble qu'on soit arrivé à un point final. Fin du socialisme, pensent certains, qui supposent que la pérestroïka équivaut à un retour au capitalisme. Pour d'autres, dont moi, ce pourrait bien être plutôt les dernières années de l'impérialisme et les premières d'une révolution de la démocratie. Le socialisme réel est mort? Vive le socialisme utopique et mort au capitalisme homicide, mort à la fausse démocratie qu'on nous impose et vive la véritable démocratie socialisatrice, participative, économique, sociale, politique, culturelle et ethnique.

L'Europe abandonnerait toute humanité si elle se tournait vers l'Est comme une marchande, si elle se repliait sur elle-même dans une orgie consummatrice, tournant le dos au Tiers-monde juste bon à acheter ses armes et recevoir ses poubelles. "Il ne faut pas nous abandonner" m'ont dit en Amérique centrale ces peuples accablés et martyrisés. Que ce cri soit entendu à travers cette chronique, que celui qui est capable d'entendre l'écoute solidaiement.

Brésil, mai 90.

UN VIEUX SAGE M'A CONTE

Nous vous proposons un extrait d'un conte nicaraguayen écrit par María López Vigil. Il a obtenu en 1988 le Premier Prix du concours "Nous les enfants, nous voulons des contes", créé par l'Association nicaraguayenne de littérature pour l'enfance et la jeunesse (ANLIJ) et le groupe culturel suédois "Wiwil", qui, avec l'Agence suédoise pour le développement international (ASDI), en a financé la publication. Ce livre a de très belles illustrations dues à Nivio López.

Managua, près du lac Xolotlán, était alors une ville tout en longueur comme une ficelle et tout en désordre, avec ses prés, ses places et ses marchés. C'est là que vivaient Mingoxico et Chilochitl.

Leur histoire commença à l'occasion d'une fête. Le calendrier de nos ancêtres avaient vingt et un jours fériés dans l'année. Une des fêtes les plus importantes était celle qui célébrait la récolte du cacao. C'est que le cacao était un fruit plus que très apprécié, dont on faisait une boisson mais qui servait aussi de monnaie, pour payer. Dans tout le charivari pour célébrer le cacao, le moment le plus important était le jeu de l'homme qui vole. Quand

Mingoxico eut huit ans on le choisit pour grimper au mât avec son arc et ses flèches à la main. Quand il se vit juché là-haut, attaché par des lianes, il eut quelques frayeurs et même la nausée; mais il n'avait pas froid aux yeux, il regarda le dieu du cacao et ça lui passa. Quand la roue commença à tourner, tambours et timbales résonnèrent et la danse commença. C'est alors que Mingoxico la vit. C'était une gamine qui ne regardait que lui et riait beaucoup. Elle avait un petit perroquet vert posé sur ses cheveux tressés.

- Si elle est tellement belle depuis tout en haut, comment ce sera d'en bas !

Mingoxico en tomba immédiatement amoureux. Quand on redescendit les garçons de la roue, il la chercha dans la cohue, mais elle avait disparu.

- Comment était-elle ?

- Elle avait les yeux de la couleur du cacao.

La roue du calendrier fit sept tours. Mingoxico avait quinze ans et il continuait à chercher la gamine au petit perroquet vert. Tout en tissant des hamacs, comme l'avaient fait son père et son grand-père avant lui, il pensait à elle. Tandis qu'il apprenait à se servir de la massue et de la lance, il pensait encore à elle. Pendant des années, il attendit son jour de chance, le 5-canne à sucre, et à l'heure de l'aile du corbeau, quand brillent les premières lueurs de l'aube, il se rendit au marché pour la chercher.

- Ma grand-mère dit que celui qui veut des crevettes n'a qu'à se mouiller les fesses.

Toutes les vendeuses du marché le regardèrent passer. Celles qui vendaient les courges et les zapotes, celles qui vendaient les haricots, le rocou et les poivrons.

- Tu m'en achètes, amour ?

Celles qui vendaient le manioc, le miel sauvage et le jeune maïs.

- *Le vigorón ! le vigorón !* (voir note)

Toutes comprirent qu'il souffrait du mal d'amour. Il la chercha, la chercha, la chercha. Alors que le soleil commençait à décliner, il vit de loin un petit perroquet vert et son cœur bondit. Il enjamba les paniers de *jocotes* (voir note) et renversa deux étalages.

- Regarde où tu mets les pieds, chenapán!

Il la rejoignit alors qu'elle s'éloignait déjà et la tira par sa cotonnade.

- C'est toi, n'est-ce pas?

Chilochitl se tourna et le regarda de ses yeux couleur de

cacao.

- Tu veux mon perroquet? Il n'est pas à vendre.

- Non, petite, je te veux toi.

Mingoxico alla sous l'arbre de genizaro parler avec les Anciens qui gouvernaient Managua et se réunissaient en assemblée pour décider des grandes choses et des petites.

- Mieux vaut tard que jamais. J'ai rencontré ma belle et je n'épouserai qu'elle!

- Tout doux, mon garçon, dirent les Anciens tout en consultant les livres en peau de cerf; avant de parler ainsi, tu dois demander à ta fiancée quel jour du calendrier elle est née. L'encre rouge et l'encre noire ne se trompent pas. Ils lui firent cette réponse, car les jours et les mois du calendrier ordonnaient toute la vie de nos ancêtres.

- Je suis née le 5-Fleur, amour, lui dit-elle.

- Elle est née le 5-Fleur, dit Mingoxico aux Anciens.

- Si elle est née le 5-Fleur et toi le 7-Herbe vous ne pouvez pas vous marier, expliqua un Ancien.

Un autre dit: - Cet amour commence mal.

Quand il entendit cela, Mingoxico crut mourir. Puis il pleura. Il pleura trois semaines sans s'arrêter. Puis il alla noyer son chagrin dans les tavernes et pendant trois semaines s'enivra. Il chantait: - Où est ma petite aux cheveux tressés? Reviens, reviens, ma petite patronne...

Trois semaines encore durèrent les chansons. Aucun remède n'y remédiait. Il avait le moral à zéro et disait:

- Ce putain de calendrier!

Mais la vie c'est comme les feuilletons de la télévision: heureusement, certaines histoires se terminent bien. Un soir, la grand-mère de Mingoxico, qui était toute ratatinée, envoya chercher son petit-fils, qu'elle avait beaucoup gâté. - Allez me chercher ce petit bandit.

Quand il arriva, il s'inclina sur son lit de planches

- Minguito, je suis triste de te voir si triste. Je sais que c'est à cause du calendrier. Mais je voudrais te dire quelque chose: quand tu es né, j'ai aidé ta mère à accoucher et c'est moi qui ai enterré ton cordon ombilical. Ta maman était presque raide morte et a confondu les dates. Moi, qui suis archi-vieille, j'avais perdu la mémoire. Maintenant, avant de passer l'arme à gauche, mon cerveau s'est éclairci et je peux t'assurer que tu n'es pas né le 7-Herbe mais le 8-Racine.

Elle parla avec tant de conviction, malgré sa très grande maladie, que tout le monde la crut. Mingoxico ouvrit encore des yeux de hibou quand la grand-mère recommença à parler:

- Quand je serai morte, faites une soupe de mon derrière.

C'était une grand-mère très vulgaire. Tout de suite après, le coeur lui sortit par la bouche et elle mourut. Tout le monde oublia la soupe de la grand-mère pour ne penser qu'à l'erreur dans les dates. Après la veillée mortuaire, il y eut une fête: le Mingo et la Chilo pouvaient se marier.

Note 1: Le *vigorón* est une spécialité centre-américaine faite de peau de porc frite.

Note 2: Le *jocote* est un fruit exotique, semblable un peu à la mirabelle.

ANN interne

Chères lectrices, chers lecteurs,
ami(e)s de l'ANN

Le projet de contre-information ANN est souvent troublé par des tempêtes. A une certaine époque, la continuation du travail du bureau en Europe était mise en question à cause de problèmes financiers aigus. Cette fois, la situation de notre source à Managua, l'agence de presse NotiNic s'est sensiblement détériorée dans les dernières semaines.

Depuis la défaite électorale du FSLN, toute une série de circonstances a mené à la réduction successive de la production, et par conséquent à l'abandon effectif de son activité d'agence. C'est pour cette raison que nous ne pouvons plus offrir les actualités quotidiennes en espagnol.

Nous continuons à publier les hebdomadaires en français et en allemand. Le team ANN à Managua a décidé qu'à l'heure actuelle, il serait irresponsable d'éliminer le projet contre-information. Les traductrices et traducteurs, ainsi que quelques journalistes sont motivés à continuer leur collaboration avec ANN. Déjà au cours de l'année passée ils ont rassemblé et traduit chaque semaine les informations pour garantir l'apparition des deux hebdomadaires. Même si la source NotiNic s'est épuisée, ANN continuera à publier les bulletins.

ANN a conquis au cours des dernières 4 1/2 années un haut degré d'attention au sein d'un public spécialisé. Contrairement aux médias bourgeois, qui se sont fermés à ANN, le mouvement de solidarité a utilisé régulièrement la source ANN pour son travail public. Nous ne voulons pas perdre cet espace - nous continuons notre travail ici tant qu'il existe un besoin de contre-information et que ce service soit financièrement assuré.

ANN maintient sa ligne journalistique indépendante. Des actualités, de l'information de fond et des documents de diverses sources nicaraguayennes donnent aux lecteurs et lectrices une ample image des processus en cours dans le pays. Nos principaux thèmes tournent dorénavant autour de la politique du gouvernement Barrios de Chamorro, les luttes pour la défense de la révolution ainsi que le débat sur la réorientation du mouvement révolutionnaire. Nous publierons des articles avec de diverses perspectives pour le mouvement de solidarité.

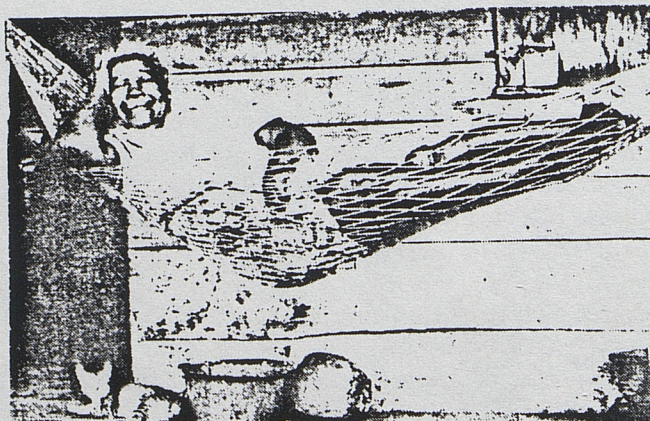
Pour que le projet contre-information puisse survivre à la longue, nous essayons d'une part d'amplifier en Europe la collaboration avec d'autres médias qui travaillent sur l'Amérique centrale. D'autre part, ceci doit être assuré financièrement. Les réponses à notre demande de parrainage nous ont encouragés, bien que notre but n'ait été atteint qu'à un tiers. Jusqu'à présent, 33 membres du réseau de solidarité ont assuré à ANN une contribution fixe d'environ SFr. 1'000.-- par mois. Nous recevons de même de l'aide fixe de la part du mouvement de solidarité, et quelques oeuvres d'entraide ont accordé des contributions uniques au projet contre-information.

Pendant les prochaines 5 semaines, le bulletin ne sera pas publié. Cette pause nous permettra de mener des discussions directes avec les traductrices et traducteurs et les journalistes à Managua, ainsi qu'avec des partenaires potentiels au Nicaragua, pour pouvoir élaborer la marge du futur projet. Le prochain bulletin sera envoyé le 22 août!

C'est avec cette perspective que nous vous souhaitons un été agréable et chaud.

Avec nos salutations solidaires

Le team ANN



Attention: le prochain hebdo ne sortira que le 22 août !!!

Document de base

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE DES FORCES SANDINISTES

Les 16 et 17 juin 1990 au Crucero, le débat lancé au sein du FSLN après les élections connaissait un point culminant au cours d'une assemblée des forces sandinistes. Cette assemblée regroupait la Direction nationale, l'Assemblée sandiniste (composée des militants historiques), les députés élus en février, les dirigeants de toutes les organisations de masse et des délégués élus par la base. La Direction nationale avait élaboré un document préparatoire qui a été discuté et modifié. C'est sa version finale que nous vous proposons. Elle comporte quatre chapitres : introduction, la défaite électorale, la situation actuelle, les objectifs et les tâches. Cette assemblée des forces sandinistes a été l'un des moments les plus importants de l'histoire du FSLN, comme un nouveau départ après le tremblement de terre qu'a représenté le résultat des élections de février. Alors que le FSLN se prépare à continuer le débat pour procéder à l'élection d'un Congrès chargé de définir la nature du parti, sa stratégie et son programme, ses résolutions offrent une analyse répondant aux nombreuses questions que se sont posés depuis le 25 février tous ceux qui, tant au Nicaragua qu'à l'étranger, ont travaillé pour la Révolution populaire sandiniste.

I) INTRODUCTION

Dès le 19 juillet, notre révolution a appelé tous les nicaraguayens à s'atteler à la tâche historique de liquider le somozisme, de lutter contre le retard et la misère dont nous avons hérités, de mettre en oeuvre des changements profonds au bénéfice de la majorité, d'établir les bases d'une démocratie véritable et d'affirmer la souveraineté et l'indépendance nationales.

C'est dans ce but qu'il a créé des forces armées. En même temps, il a mis en marche un vaste programme de transformations politiques, économiques et sociales. Il a établi des relations internationales fondées sur le non-alignement et, pour la première fois, des relations avec les pays socialistes.

Dès les premières années de son existence, la Révolution populaire sandiniste a été confrontée à des conditions extérieures qui ont joué contre le développement de son projet:

a- Au début des années 80, la nouvelle droite étatsunienne a projeté au niveau mondial un affrontement général contre les forces populaires et révolutionnaires pour empêcher ce qu'elle considérait comme une détérioration de son hégémonie. C'est dans ce contexte que Reagan est arrivé au pouvoir et, fort de cette philosophie et en droite ligne du document de Santa Fé, s'est pro-

posé comme premier objectif la destruction de la révolution sandiniste.

b- De plus, les cercles influents et les plus agressifs des Etats-Unis ont estimé que la Révolution mettait en danger leurs intérêts dans la région. Dès 1981, il y avait un consensus entre l'exécutif et le Congrès pour exécuter un vaste plan d'agression politique, militaire et économique contre notre pays.

c- Les gouvernements centraméricains, soumis aux structures d'exploitation et de domination traditionnelles, ont réagi contre l'exemple révolutionnaire et la solidarité du nouveau Nicaragua avec les justes causes de la région, ont adopté en général une position de confrontation et ont été des instruments de l'agression étatsunienne. Ces positions se sont traduites par un appui total à la contre-révolution et l'isolement systématique de notre gouvernement.

A ces facteurs externes se sont ajoutés certaines déficiences, que nous devons assumer, dans la conduite et la réalisation de notre projet historique : la mise en oeuvre de notre projet, dont la ligne était anti-capitaliste, a provoqué des contradictions sociales. En effet :

a- Les transformations sociales, nécessaires et justes mises en oeuvre par notre gouvernement n'ont pas toujours pris en compte les aspects traditionnels de la société nicaraguayenne.

b- Un bloc de secteurs en désaccord s'est formé, qui avaient des possibilités réelles de déstabiliser la gestion de notre gouvernement. Il regroupait des somozistes, des chefs d'entreprise anti-sandinistes, des grands propriétaires terriens, des paysans riches, des communautés de la Côte caraïbe manipulées par la CIA, des secteurs influents de l'Eglise catholique, des partis et des groupements professionnels de la droite traditionnelle, ainsi que des secteurs ruraux et urbains peu avancés sur le plan politique.

c- Dans beaucoup de cas, bien qu'il ait été juste de proposer des changements profonds qui venaient satisfaire de grandes revendications historiques, nous avons reproduit certaines pratiques des pays socialistes, qui nous ont conduits à des comportements de parti unique dans la direction politique de la société et à une centralisation et un contrôle excessifs dans la gestion de l'Etat.

d- Ces politiques ont été souvent mises en oeuvre de façon coercitive et bureaucratique.

Ce modèle d'orientation socialiste que nous avons commencé à appliquer est entré en contradiction, dans la pratique, avec le programme de reconstruction et d'unité nationale.

A partir de décembre 1981, un vaste plan d'agression militaire, économique, politique et diplomatique contre notre Révolution a été mis en place et devait être appliqué sans trêve jusqu'aux élections de février. La politique d'agression, menée par les gouvernements étatsuniens qui se sont succédés, est le facteur principal d'érosion de notre projet révolutionnaire. Par ailleurs, les pays socialistes sont entrés dans une profonde crise économique, technique et sociale qui s'est transformée en une crise politique aux graves conséquences mondiales. Ces circonstances ont limité nos possibilités de lutter contre les effets de la guerre. Les initiatives du groupe de Contadora, de la CEE, de l'Internationale socialiste, des pays non-alignés, de l'ONU et de l'OEA ainsi que la solidarité des peuples qui s'est manifestée à travers les Organismes non gouvernementaux, l'action des intellectuels et des secteurs religieux, entre autres, ont contribué à ce que les gouvernements centraméricains signent l'accord d'Esquipulas et ont aidé à freiner la politique des Etats-Unis, qui pouvait aller jusqu'à l'intervention directe.

Les forces révolutionnaires latino-américaines ont vu leur développement freiné, à l'exception du mouvement révolutionnaire salvadorien.

Malgré ces facteurs adverses, le bilan est positif. Le gouvernement révolutionnaire est parvenu aux plus larges et aux plus profondes conquêtes sociales, politiques et économiques de notre histoire. Ces changements révolutionnaires n'auraient pas été possibles sans l'héroïsme de notre peuple, sans l'unité à la base et au sein de la Direction nationale du FSLN.

II) LA DEFAITE ELECTORALE

Le résultat des élections du 25 février et ses conséquences historiques ne peuvent être bien compris si l'on ne procède pas à une analyse de fond de ce qu'a fait la Révolution. Cette évaluation se fera dans le cadre des travaux de notre premier Congrès. Cependant, les raisons immédiates pour lesquelles la majorité de la population, pourtant pleine de sympathie pour le sandinisme, a voté contre le FSLN sont évidentes:

- le service militaire patriotique
- l'espoir qu'un gouvernement ami des Etats-Unis pourrait améliorer la situation économique

Selon des sondages et des études réalisés par des institutions nationales et étrangères, au moins 50 % de ceux qui ont voté contre le FSLN l'ont fait pour l'une ou l'autre de ces raisons.

1) Le rejet du service militaire n'était que l'expression de l'usure sociale et politique dues à de longues années de confrontation. Notre jeunesse avait été décimée par la guerre, des milliers d'adolescents avaient abandonné le pays pour fuir leurs obligations militaires. La société

avait atteint la limite de sa résistance et on ne voyait pas la fin de la guerre.

La majeure partie de la population comprenait que la prolongation de la guerre était liée à l'hostilité du gouvernement étatsunien et à sa contradiction fondamentale avec la Révolution populaire sandiniste. Pour beaucoup, il était impossible de comprendre comment une victoire électorale du FSLN pouvait effectivement accélérer la venue de la paix. Au contraire, il semblait qu'une victoire de l'UNO pourrait mettre fin à la guerre, compte-tenu de son alliance explicite avec le gouvernement yankee. Cependant, la suppression du service militaire avant le 25 février n'était pas une option envisageable pour le FSLN. Tant que la contra restait une menace pour le peuple et son gouvernement, il aurait été irresponsable d'affaiblir notre système de défense. Le service militaire a été un élément essentiel de l'échec du projet impérialiste de liquider militairement le sandinisme.

2) Il est indispensable de signaler que tout au long de ces années, des politiques et des situations objectives ont tendu à éloigner certains secteurs sociaux de la révolution sandiniste. Sans prétendre les citer tous, nous pouvons mentionner :

- a- la tendance à l'étatisation qui, dans un premier temps, a conduit à la confiscation indiscriminée de producteurs privés, moyens ou grands, et même de certains petits propriétaires, et qui a provoqué des effets négatifs, bien qu'elle ait été corrigée.
- b- l'obligation pour les paysans de vendre les grains de base à des prix officiels et les saisies destinées à approvisionner les villes.
- c- la lutte contre la spéculation qui s'est terminée par une hostilité générale contre les commerçants, qui ont réagi en termes politiques de façon négative.
- d- la vente des produits avec cartes de rationnement, qui avait pour but de défendre le salaire réel des travailleurs, mais était défavorable au secteur informel de l'économie, qui en a été irrité.
- e- la confrontation avec la hiérarchie catholique et certaines églises protestantes qui menaient des campagnes antisandinistes dans des zones éloignées et dans les secteurs marginaux des villes a entaché l'image du FSLN, malgré la participation de chrétiens, catholiques et protestants, au processus révolutionnaire.
- f- les abus commis par certains soldats et officiers de l'armée et du ministère de l'Intérieur, par des fonctionnaires et dirigeants du FSLN, ont divisé la paysannerie. Les sanctions et les mesures prises pour corriger les erreurs ont été tardives et n'ont pu empêcher les conséquences négatives.

g- la méconnaissance de la réalité des peuples indigènes de la Côte Atlantique et les erreurs qui s'en sont suivies, ont provoqué une grave crise politique dans cette région. La solution que nous avons apportée à ces problèmes n'a pas fondamentalement modifié l'attitude des indigènes envers notre gouvernement, comme cela a été démontré par les élections.

3) Nous avons commis l'erreur grave de ne pas avoir prévu la défaite électorale et de ce fait nous ne nous sommes pas préparés à cette éventualité. De plus, durant la campagne, nous sommes tombés dans un triomphalisme excessif. Nous avons refusé d'analyser et de discuter avec attention les informations que nous avons sur la détérioration de notre base électorale.

4) La guerre et l'agression économique ont exigé du parti et du gouvernement une structure et une discipline presque militaire, c'est-à-dire verticale. A cela se sont ajoutées les caractéristiques propres du FSLN, qui s'était développé comme une organisation clandestine fortement centralisée pour mener avec efficacité la lutte armée contre la dictature.

Le FSLN s'est organisé en fonction des grandes tâches de transformation sociale et pour la défense du pouvoir révolutionnaire. Notre objectif a été durant des années - tandis que nous combattions ou que nous neutralisions nos ennemis - plus que la recherche d'un consensus, la consolidation de la base sociale de la révolution. Le FSLN agissait comme parti et extension de l'Etat révolutionnaire, pour le défendre et soutenir ses actions. Le recrutement au service militaire, la mobilisation de brigadistes dans la production, l'organisation des journées populaires de santé, la campagne d'alphabétisation, l'organisation des milices, l'application d'un système de distribution par cartes de rationnement, entre autres, ont été les tâches centrales du pouvoir révolutionnaire, exécutées par nos militants et sans lesquelles la survie et les progrès de la Révolution n'auraient pas été possibles. Pourtant, ces actions ont contribué à l'usure politique du FSLN.

5) Au début du processus électoral, le pays était toujours enfoncé dans une crise économique qui avait provoqué une grave détérioration des conditions de vie. Les déséquilibres structurels de notre économie et les effets de la crise économique internationale ont été aiguisés à l'extrême par l'agression étatsunienne. Les yankees nous ont imposés le blocus, ont saboté notre gestion économique, ont exercé un chantage sur nos amis et nous ont imposés une guerre qui a dévoré des vies et des ressources.

La collaboration internationale, en particulier celle de certains pays socialistes, avait été essentielle pour maintenir le fonctionnement de notre économie au cours de la période la plus dure de la guerre. Mais cette collaboration a connu une chute brusque, quand les régimes d'Europe de l'Est ont changé l'un après l'autre.

Les effets accumulés de la crise économique, du blocus et de la guerre ont sévèrement touché les travailleurs, les petits commerçants, les artisans et les paysans. Leurs conséquences ont été plus évidentes à partir de l'application du programme d'ajustements économiques, nécessaire pour freiner l'hyper-inflation.

Tout cela a été capitalisé par l'UNO et les yankees, qui ont fait miroiter au peuple la fin de la guerre, la fin du blocus commercial et l'arrivée d'une abondante aide extérieure pour améliorer la situation économique à court terme. Les promesses de l'UNO étaient convaincantes, il n'en était pas de même de notre slogan "Tout ira mieux".

6) La défaite a permis de mettre en évidence, grâce à une large autocritique, des erreurs qui ont affaibli notre image et notre travail politique. Bien que ces problèmes n'aient pas joué un rôle déterminant dans les résultats électoraux, il est indispensable pour la santé et l'unité du FSLN de remédier à ces faiblesses et de prendre les mesures correspondantes.

Bien que certains de nos problèmes internes aient des racines objectives, nous devons nous soumettre à la critique. C'est une condition nécessaire à toute solution et, de plus, ils ont été aiguisés, dans beaucoup de cas, par des attitudes personnelles ou collectives. La Direction nationale est la principale responsable, car elle n'a pas corrigé ces pratiques et, dans certains cas, elle les a renforcées.

Notre pratique doit se défaire de ce style autoritaire, qui tend à limiter ou empêcher l'initiative et la créativité. Les conséquences négatives de ces comportements sont :

a- l'autoritarisme

b- le manque de sensibilité aux préoccupations et aux problèmes soulevés par la base

c- le bâillonnement de la critique

d- des styles de direction bureaucratiques et l'imposition de dirigeants et de schémas d'organisation, par exemple, les syndicats ont vu leur espace réduit

7) Notre capacité à communiquer avec des couches importantes de la population s'est vue affaiblie au fil du temps, bien que beaucoup de dirigeants aient maintenu un contact étroit avec de larges secteurs. Indépendamment des causes structurelles, ce problème a été aggravé par :

a- des pratiques politiques sectaires aux différents niveaux d'intervention du FSLN et dans la majorité des organisations de masse

b- l'absence de relation politique avec les secteurs non organisés de la population

c- le maintien pour des périodes trop longues à des postes de direction de camarades qui n'étaient pas originaires de l'endroit où ils exerçaient leur fonction et n'avaient donc pas de liens naturels avec la population

d- un nombre excessif de permanents

e- pour l'accession au titre de militant, de plus grandes exigences pour la base que pour les camarades qui avaient des responsabilités administratives

f- le manque d'attention politique à certains secteurs du sandinisme comme les combattants et les collaborateurs historiques

Entre autres phénomènes et comportements individuels qui ont entamé l'autorité morale et l'exemplarité des sandinistes, on peut mentionner les suivants :

a- certains camarades menaient une vie qui contrastait avec les difficultés de la majorité de la population

b- il y a eu des cas dans lesquels des personnes qui ne jouissaient d'aucun prestige ou étaient accusées de corruption ont été, pour différentes raisons, maintenues à leur poste ou transférées à un poste équivalent, et même quelquefois supérieur

c- l'arrogance et les abus de pouvoir de certains responsables sandinistes civils ou militaires ou de militants de base

8) Nous avons commencé à corriger beaucoup de ces situations. Nous avons avancé dans le processus de démocratisation interne; nous avons entrepris au niveau national l'élection des dirigeants de base et de niveau intermédiaire; une critique franche est menée à différentes instances de discussion; dans tous les organismes du FSLN, les problèmes et les tâches sont débattus.

L'assemblée du Crucero réaffirme la nécessité d'approfondir ce processus et le premier Congrès sera un point culminant de la discussion pour définir notre programme, notre stratégie et la nature de notre parti. C'est la volonté unanime de la base et de la direction de dépasser nos erreurs et nos faiblesses et de renforcer l'unité.

Cependant, dans le cadre de cette démarche constructive, nous devons combattre avec énergie tous ceux qui, par ambition ou ressentiment, lancent des accusations sans fondement, adoptant des positions destructives ou faisant des critiques injustifiées ou généralisatrices. La démocratie interne ne doit pas se transformer en libéralisme dissolvant, dans lequel tombent ceux qui se sentent le droit d'agir selon leurs propres critères, sans respecter l'objectivité et le sentiment majoritaire des sandinistes. La diversité des opinions au sein du FSLN et leur confrontation, dans le cadre de l'organisation, sont enrichissantes. Mais les sandinistes doivent agir comme un seul

corps face à l'ennemi.

9) La gestion du gouvernement sandiniste a été la plus honnête et la plus respectueuse du peuple de toute l'histoire du Nicaragua. Les inévitables phénomènes de corruption ou d'abus qui se présentent dans une structure aussi grande que celle de l'Etat - dont la majorité des fonctionnaires n'étaient pas sandinistes - ne changent rien à cette réalité.

La presque totalité des dirigeants de haut niveau ou intermédiaires ont quitté le gouvernement aussi et parfois plus pauvres que lorsqu'ils y étaient entrés. La donation ou la vente symbolique de véhicules et l'attribution légale de certains biens à des camarades qui les avaient donnés à l'état au moment du triomphe de la révolution a été l'effet d'une politique institutionnelle qui a pris en compte non pas l'appartenance politique des fonctionnaires mais leurs années d'abnégation au service de l'Etat. On a tenu compte également de la possibilité réelle qu'ils soient l'objet de représailles de la part des nouvelles autorités.

Nous reconnaissons que dans l'application précipitée de cette politique des inbestices et des abus, que le FSLN condamne, ont été commis. La campagne de calomnies indiscriminées menée par le gouvernement et les médias de la droite et destinée à mettre en question la moralité du FSLN dans son ensemble, répond à des objectifs politiques définis. Il s'agit de détruire le prestige et l'autorité morale de notre parti pour le neutraliser sur le plan politique, limiter sa capacité et sa décision de prendre la tête du combat contre les mesures anti-populaires adoptées par le gouvernement.

Ni le gouvernement, ni les capitalistes qui ont ruiné notre pays, ni les médias n'ont l'autorité morale qui leur permettrait de donner des leçons d'honnêteté aux sandinistes.

III LA SITUATION ACTUELLE

1) Nous avons perdu les élections. Mais les 55% qui ont voté pour l'UNO ne sont pas tous antisandinistes et n'ont pas un engagement politique envers le gouvernement actuel. Il n'y a qu'une minorité qui soit clairement de droite et susceptible d'être mobilisée par les extrémistes. Dans ces 55%, il y a des gens qui ont voté contre le FSLN par peur de la guerre et avec l'espoir d'une amélioration économique. Ces gens ne soutiennent pas, et même ne connaissent pas, le projet réactionnaire de l'UNO. La majorité des électeurs de l'UNO, dont une partie a voté pour le FSLN en 84, appartiennent à ce groupe. Ils peuvent être mobilisés, à moyen terme, autour d'un projet patriotique, populaire et nationaliste proposé par les sandinistes.

Les 41,8% qui ont voté pour le FSLN constituent un sec-

teur qualitativement différent en termes politiques. Pour la majorité, voter sandiniste, malgré le prix élevé que l'impérialisme a fait payer aux nicaraguayens, c'était voter consciemment pour le processus révolutionnaire. Il y a sans aucun doute une partie de notre électorat qui n'est pas aussi résolument sandiniste et nous devons consolider ses positions en notre faveur.

Pourtant, le résultat des élections est un succès de l'impérialisme, qui a réussi à diviser notre peuple. Nous devons dépasser cette division, en évitant dans nos discours et dans nos pratiques d'opposer les "sympathisants de l'UNO" aux sandinistes et en luttant à tout moment pour l'unité, pour le rassemblement des différents secteurs autour de leurs intérêts fondamentaux.

2) Notre défaite a stimulé le regroupement de la contra, qui aspire à supprimer les transformations essentielles et à rétablir le régime antérieur, le somozisme, qui se caractérise par la domination d'un petit groupe de capitalistes, la mise à l'écart de la majorité dans tous les domaines, la soumission aux intérêts de l'impérialisme et la violence politique institutionnalisée.

Des forces, non encore organisées, mais rendues euphoriques par la victoire, se mobilisent autour de ce projet contre-révolutionnaire; elles contrôlent d'importants mécanismes économiques, ont accès au pouvoir politique et bénéficient du soutien de la hiérarchie catholique. Il s'agit entre autres des capitalistes et somozistes appelés "le groupe de Miami", qui, de leur propre mouvement ou profitant des actions et des lois du gouvernement actuel, essaient de récupérer leurs biens et leur influence dans la vie politique. A leurs côtés, on trouve les dirigeants du Conseil supérieur de l'entreprise privée et d'autres membres de l'oligarchie, qui tentent de détruire le mouvement syndical, de chasser les paysans de leurs terres et de prendre par la force les entreprises et les biens.

Une partie importante des dirigeants de l'UNO, surtout le groupe des huit partis qui ont des positions antisandinistes forcenées, sont dans le camp de la contre-révolution. Les dirigeants des organisations, syndicales ou autres, alliées à ces partis sont les instruments utilisés pour détruire les organisations qui nous sont liées. Le fer de lance de ces forces est constitué par des éléments somozistes ou néo-somozistes qui, retranchés dans les ministères, les mairies, etc, essaient de réprimer les sandinistes et d'organiser une base politique pour soutenir le projet contre-révolutionnaire.

3) La stratégie suivie par le FSLN a empêché l'impérialisme d'écraser le sandinisme et, après le 25 février, les mesures prises ont évité que le coup porté par la défaite ne devienne plus grave. Des accords comme celui du 27 mars, pour la transition pacifique et ordonnée, ou celui du 19 avril, pour le désarmement de la contra, ont constitué une victoire politique du sandinisme et des forces démocratiques, car elles ont arrêté l'élan

agressif de la contra et des Etats-Unis.

Le gouvernement étatsunien n'a jamais été ni ne sera jamais un spectateur passif de la vie politique nicaraguayenne. Les secteurs extrémistes utiliseront les grands moyens dont ils disposent et les possibilités que leur offre le gouvernement de l'UNO pour promouvoir le projet contre-révolutionnaire et tenter de liquider le sandinisme. Les donations et autres crédits qu'offrent les Etats-Unis sont en général conditionnés par le démantèlement des transformations révolutionnaires. Ces secteurs sont déjà en action dans le domaine idéologique et vont maintenir une influence systématique en pénétrant l'enseignement et les médias. Ils travaillent à la création de syndicats pro-impérialistes dans le but de diviser le mouvement ouvrier et de détruire les syndicats révolutionnaires. Ils tentent de démonter et de désorganiser les principales institutions sandinistes, en particulier les Forces armées et le FSLN lui-même.

4) Le désarmement de la contra est entré dans une étape avancée; elle n'a plus la possibilité de se reconstruire comme une armée. Cette situation, qui répond aux intérêts de tous les nicaraguayens, est en ultime instance une victoire sandiniste. La résistance de notre peuple a empêché l'impérialisme de détruire la révolution par la voie armée. Les élections ont isolé la contra de ses parrains étatsuniens qu'elles ont empêchés de poursuivre leur projet de guerre. Ce sont là les facteurs déterminants de la démobilisation des mercenaires, bien que le gouvernement actuel les conteste dans le but de s'attribuer le mérite du retour de la paix.

Le désarmement de la contra a ôté à l'extrême-droite et au gouvernement étatsunien un instrument de pression et de chantage sur le sandinisme et ouvre la possibilité d'une pacification rapide. Quand ce processus sera terminé, il restera sûrement des groupes armés - résidus de la contra mais d'une nature différente - qui vont se consacrer au pillage et aux actions revanchardes et que le peuple et la police devront combattre par les armes.

Une fois la contra désarmée, elle disparaîtra comme phénomène politico-militaire; il ne restera plus que sa base et ses anciens membres - en majorité des paysans n'ayant pas confiance dans le sandinisme - qui subiront comme les autres paysans les effets négatifs de la politique économique du gouvernement. Cela permettra la naissance de nouveaux regroupements de forces, non plus en faveur ou contre le sandinisme, mais en fonction de la défense de leurs intérêts concrets.

5) La méfiance traditionnelle des dirigeants de l'Eglise envers les processus révolutionnaires, ajoutée aux erreurs politiques du gouvernement et du FSLN envers l'Eglise ont dégénéré en une confrontation aigüe qui a conduit la hiérarchie catholique à entrer en opposition active contre notre gouvernement.

Nous n'avons pas été capables d'éliminer cette défiance mutuelle et nous sommes au contraire arrivés à certaines situations dans lesquelles des prêtres se sont engagés dans des conspirations armées. Nous avons adopté des moyens coercitifs contre certains chefs de l'Eglise, jusqu'à expulser un évêque du pays. Sans juger aujourd'hui de la légitimité de ces actions, elles ont dans la pratique éloigné l'Eglise de la révolution.

Au cours des dernières élections, des prêtres, des pasteurs et des dirigeants laïques de différentes églises ont collaboré avec l'UNO. Ces dernières années, certains leaders religieux ont incité les paysans à soutenir la contre-révolution.

Aujourd'hui, l'Eglise catholique soutient le gouvernement. Elle exerce sur lui une influence décisive en particulier dans le domaine de l'éducation. Cette tendance de l'Eglise à participer de manière directe à la vie politique pourrait la conduire à affaiblir son rôle spirituel en se mêlant aux contradictions internes des partis. En même temps, des secteurs importants de l'Eglise catholique et des églises évangélistes s'engagent pour un christianisme dans la révolution.

6) Le gouvernement jouit pour le moment de la crédibilité internationale et sur le plan national la majorité de la population est encore disposée à lui laisser le temps de montrer s'il est capable ou non de tenir ses promesses. Malgré cette situation, dans l'ensemble favorable, il ne dispose toujours pas de la base politique solide qu'il aurait dû se constituer grâce à l'appui de l'impérialisme, de l'Eglise et grâce aux avantages qu'offre le fait d'être au pouvoir.

Le groupe de Las Palmas - qui représente un secteur réformiste du capital et a pesé sur les accords de transition - contrôle l'exécutif, mais ne dispose pas d'un parti politique propre et maintient à l'Assemblée nationale une alliance précaire avec le groupe le plus réactionnaire des dirigeants de l'UNO. Les extrémistes de droite sont également représentés dans l'exécutif et occupent d'autres positions gouvernementales importantes.

D'un point de vue de classe, nous nous affrontons à un gouvernement bourgeois pro-Etats-unis dont l'instinct et le programme appellent à un démantèlement de la révolution. Son caractère de classe a été démontré dès ses premières mesures et décrets qui visent à revenir sur les transformations révolutionnaires et à gouverner de fait et qui ne tiennent compte ni des lois ni des aspirations populaires. Les forces d'extrême-droite et le gouvernement des Etats-unis s'efforcent d'amener l'actuel gouvernement à une radicalisation contre-révolutionnaire, à la liquidation totale du sandinisme. Pourtant, au sein de l'exécutif prédominant jusque-là des groupes influents qui essaient d'éviter la confrontation précipitée avec le FSLN.

L'approfondissement du programme révolutionnaire dépendra en ultime instance du rapport entre les forces démocratiques et révolutionnaires et celles qui prétendent revenir au passé somoziste.

7) Les élections ont écarté le FSLN du pouvoir politique mais elles ne signifient en aucune façon la fin des réalisations révolutionnaires ou la disparition des organisations et institutions sandinistes. Le FSLN est le plus grand parti politique du Nicaragua, le plus solide malgré la défaite électorale et il maintient des liens organiques avec des secteurs importants de la population. Le protocole de transition a permis le développement d'un processus démocratique et il entérine l'intégrité des institutions armées créées par le sandinisme. Celles-ci ne doivent pas être liées à un parti et sont tenues de se soumettre au gouvernement dans le cadre de la loi. Mais leur formation patriotique et populaire constitue en ce moment la plus sûre garantie qu'elles ne seront pas utilisées comme des instruments de répression. Les organisations syndicales et populaires pro-sandinistes sont les plus importantes et les plus solides du pays. La présence légitime du FSLN au sein des différents pouvoirs de l'état et des différentes institutions et entreprises gouvernementales est un facteur d'équilibre face aux assauts de l'extrême-droite.

La défaite électorale a signifié un rude coup politique et moral pour le sandinisme avec des conséquences matérielles et organisationnelles concrètes. Nous avons perdu un espace dans les moyens de communication de masse; la réduction accélérée de nos structures a affaibli notre capacité de mobilisation et d'organisation. L'ennemi a marqué quelques points dans ses tentatives de division du mouvement syndical, nous avons des problèmes de communication avec la base et il y a un flottement dans nos rangs.

La force du FSLN est importante, mais nous ne devons pas sous-estimer celle de l'ennemi, au contraire il faut travailler rapidement à notre consolidation politique et idéologique. Nous devons dépasser nos problèmes internes, nous adapter aux nouvelles conditions, regrouper nos forces et nous lancer dans la lutte.

Le FSLN, dirigeant et catalyseur des luttes populaires, est l'unique force capable d'organiser la défense des conquêtes révolutionnaires et des droits démocratiques. Préserver l'unité et renforcer la cohésion est un impératif.

IV) OBJECTIFS ET TACHES

Ils doivent être définis en prenant en compte en premier lieu nos intérêts stratégiques, tracés avant la défaite électorale et qui, pour l'essentiel, visaient à en finir avec la guerre. Nous devons également prendre en compte la situation politique complexe dans nos rangs à la suite de la défaite électorale et des contradictions liées à l'accès au

pouvoir du gouvernement actuel.

1) **Début 89**, face à la poursuite du conflit armé, aux dégâts humains et matériels dus à la guerre, à la difficulté de poursuivre le recrutement au service militaire et à l'aggravation de la crise économique, notre objectif a été de vaincre les forces mercenaires, d'accélérer l'issue de la guerre et d'empêcher l'administration Bush de reprendre le projet conçu par Reagan.

Depuis 87, notre objectif était la neutralisation de la politique des Etats-unis et en même temps que nous nous affrontions à la contra, nous cherchions à parvenir à la paix par des démarches politiques et diplomatiques. Mais la signature des Accords d'Esquipulas en Août 87 n'a pas empêché la guerre de se poursuivre. En 89, nous avons voulu en finir immédiatement et effectivement avec la guerre, condition indispensable pour préserver la révolution et ses conquêtes stratégiques. Nous avons combattu en priorité le grave déséquilibre économique et social aux effets déstabilisateurs. Nos objectifs étaient :

- a- remplacer le cadre de la négociation par la bataille électorale; c'est pour cela que les élections ont été avancées à février 90
- b- proposer une concertation nationale entre l'Etat, les travailleurs et le patronat
- c- organiser une concertation avec les partis politiques afin d'isoler la contra et de remplacer la solution armée par la solution électorale
- d- définir dans le cadre des sommets centraméricains une série de mesures et d'actions unilatérales pour hâter le démantèlement de la contra
- e- entamer un processus de détente avec l'administration Bush. Dans une situation tendue comme celle que traversait la révolution en 89, en finir avec la solution militaire des Etats-unis était indispensable, cela n'impliquant pas la fin des contradictions entre le gouvernement étatsunien et celui du Nicaragua

En synthèse, parvenir à la paix par la démobilisation de la contra est devenu l'objectif central de la défense de la révolution. Grâce aux élections et indépendamment de leurs résultats, nous avons voulu réduire l'aggression impérialiste. La victoire sandiniste aurait signifié consolidation, amélioration et stabilité de la révolution.

2) **Après les élections**, le bilan par rapport aux objectifs définis en 89 est le suivant :

- a- la guerre mercenaire est pour l'essentiel terminée.
- b- la mise en échec de la contra s'est faite sans qu'elle obtienne des parts substantielles de pouvoir

c- l'administration Bush a été empêchée de poursuivre son plan d'agression

d- un frein a été mis aux dégâts sociaux et matériels entraînés par la guerre

e- la transparence du processus électoral et la conduite claire du FSLN ont renforcé son prestige international

3) **Mais les élections**, tout en contribuant à accélérer la fin de la guerre, ont signifié la perte du gouvernement qui représentait un des principaux instruments de défense de la révolution. A la suite de la défaite électorale, les objectifs de 89 ont été modifiés et sont devenus :

a- contribuer à la démobilisation totale de la contra. Exiger la répression des groupes qui se livrent à la délinquance et empêcher la relance de la contra à partir des pôles de développement

b- faire obstacle aux efforts des secteurs réactionnaires de l'administration Bush pour affaiblir la révolution et le FSLN

c- lutter pour une solution aux graves problèmes économiques et sociaux rencontrés par les travailleurs; cela doit être un préalable à la relance de la production. Donner la priorité:

- à la population affectée directement par la guerre
- aux démobilisés, handicapés et familles des morts au combat
- aux licenciés et aux chômeurs
- aux travailleurs en général et surtout ceux du secteur nationalisé, plus exposés à la répression

4) **La défaite électorale** entraîne pour nous des problèmes nouveaux et complexes. Quelles sont les lignes pour 90 ?

a- le plus important est de souder et consolider les 41% de sympathisants qui ont voté pour le FSLN. La défaite électorale a affecté le moral de cette force que nos ennemis prétendent laminer, diviser, disperser. Le FSLN ne doit pas négliger cette exigence de rassembler ses forces, de récupérer les bases populaires qui ont choisi l'UNO et il doit se gagner une influence sur la majorité du peuple. Le sandinisme doit travailler à l'unité et conjurer la division

b- il est indispensable de préserver l'unité et la cohésion politique et organique du FSLN. L'accumulation de problèmes internes non résolus, aggravée par les effets objectifs et subjectifs de la défaite, tend à affaiblir notre parti

c- il est nécessaire de défendre, dans l'opposition, les conquêtes de la révolution. La tendance du gouvernement et de la réaction dans son ensemble, aux vues des premières actions et des premiers décrets, est

d'annuler ou de mutiler les transformations économiques, politiques et sociales réalisées

d- nous devons défendre et amplifier les droits démocratiques et les espaces politiques qui correspondent légitimement au sandinisme

5) Tâches destinées à maintenir la cohésion et renforcer le FSLN :

a- la première tâche pour tout sandiniste est de veiller sur l'unité dans nos rangs et de renforcer notre cohésion autour de la Direction nationale

b- mettre en valeur la validité du projet révolutionnaire, discuter largement et éclaircir les causes de l'échec électoral, et définir des lignes d'action qui favorisent l'unité et la combativité de notre parti

c- regrouper les forces sandinistes et restructurer le FSLN à travers un processus démocratique afin que notre base contribue à la solution des problèmes organiques les plus urgents en prenant une part active aux discussions, à l'élection de la direction et aux décisions

d- appeler pour février 91 au premier Congrès du FSLN qui donnera lieu à une évaluation des dix premières années de gestion révolutionnaire et de leurs résultats, à une définition de notre programme et de nos structures et directions. Plusieurs commissions préparatoires seront créées à cet effet

e- dépasser les problèmes actuels de communication au sein du FSLN ainsi qu'entre le parti et les secteurs populaires, renforcer la discipline de nos militants, citer les positions destructives prises en dehors des instances du parti, combattre le clientélisme et tout ce qui porte préjudice à l'image exemplaire du militant

f- accorder une attention particulière au rôle joué par les sandinistes qui se maintiennent dans les structures de l'état

g- pour faire face aux campagnes de dénigrement de la droite, il est indispensable d'informer sur les succès de notre gouvernement. Notre héritage et la gestion honnête du FSLN doivent contraster avec les attitudes du gouvernement actuel

h- pour favoriser l'unité dans nos rangs, il est nécessaire de travailler à la formation politique de nos forces

i- faciliter l'intégration au FSLN de toutes les forces sandinistes qui se sont distinguées par leur fidélité à la révolution

j- rétablir la pleine autorité et le prestige historique du FSLN en sanctionnant ceux qui se sont rendus coupables

d'abus. La commission d'éthique traitera leur cas

k- contribuer à répondre aux besoins du FSLN en développant la capacité de gestion de ses militants, assurer la transparence dans l'usage des ressources du parti

l- promouvoir et amplifier les relations internationales du FSLN avec toutes les forces politiques, en particulier avec nos amis et groupes solidaires

6) Tâches destinées au renforcement de la paix et de la sécurité de la nation

a- Etre à la tête de la lutte pour la paix et la réconciliation, en condamnant les attitudes revanchardes de l'extrême-droite

b- exiger le désarmement et la démobilisation totale de la contra

c- rejeter l'existence de toute force armée en dehors des instances de défense prévues par la Constitution

d- dénoncer toute tentative d'organisation de bandes para-militaires, d'escadrons de la mort et autres instruments répressifs de l'extrême-droite

e- demander des garanties de sécurité pour les sandinistes et en particulier ceux qui se trouvent dans les zones de guerre

f- conduire la base des contras démobilisés vers la cause patriotique et populaire; soutenir leurs revendications légitimes de paysans face au gouvernement

g- considérer comme une tâche vitale la préservation de l'intégrité des Forces armées et de leurs cadres qui constituent une garantie de paix et de sécurité pour tous les nicaraguayens

h- revendiquer comme nôtre la victoire sur la contre-révolution. Le mérite d'avoir conquis la paix ne revient qu'au FSLN et à notre peuple héroïque et révolutionnaire

i- maintenir l'unité des Forces armées autour de valeurs telles que le patriotisme, la démocratie et la fidélité aux intérêts populaires

j- réclamer des compensations économiques comme marque de respect et de reconnaissance aux membres des Forces armées touchés par les réductions d'effectifs

k- soutenir les mères et les familles des séquestrés, dont le destin doit être éclairci

7) Tâches d'ordre national

a- repousser toute tentative d'annuler les conquêtes de la

révolution : la Réforme agraire, la nationalisation des ressources naturelles, de la banque et du commerce extérieur, le rôle actif de l'état dans la production et le développement de la participation des travailleurs à la gestion économique, l'éducation patriotique et populaire, la Constitution politique et le respect des Héros et Martyrs

b- lutter pour l'établissement de l'état de droit dans lequel les espaces politiques soient définis dans le respect de la Constitution et des lois

c- lutter pour l'approfondissement de la démocratie en combattant les prétentions à nier ou limiter notre espace politique et celui des organisations. La démocratie est le drapeau du FSLN

d- défendre les intérêts de la nation, la souveraineté et l'indépendance face à l'ingérence étrangère

e- défendre nos principes de pluralisme politique, d'économie mixte et de non-alignement inscrits dans la Constitution

f- afin d'orienter les actions des organisations populaires, nous devons mener une analyse approfondie du programme économique du gouvernement

g- prendre la tête des luttes des travailleurs pour leur droit à l'emploi, à la participation à la gestion, à la santé, au logement, à l'éducation

h- récupérer notre influence politique sur des secteurs comme la paysannerie, les petits artisans et commerçants et les femmes

i- la lutte pour l'autonomie et la défense des droits des communautés de la Côte Atlantique ainsi que le respect de leur identité et leur progrès économique et social doivent faire partie des tâches permanentes du FSLN

j- soutenir les luttes humanitaires et solidaires des communautés religieuses en défense des exploités et des opprimés

8) Sur les formes de lutte

a- le FSLN se propose de reprendre le gouvernement par la voie électorale en 96. Il doit également être prêt à différentes alternatives, en fonction des situations qui se présentent, pour reprendre le pouvoir avant cette date, toujours dans le cadre constitutionnel. Les décrets et mesures qui s'en prennent aux conquêtes et intérêts populaires et violent l'ordre juridique et constitutionnel provoquent des situations d'affrontement et d'instabilité sociale dangereuses; dans ce contexte, le FSLN doit freiner et isoler les positions contre-révolutionnaires propices à la confrontation, qu'elles

viennent du gouvernement ou qu'elles lui soient extérieures

b- le FSLN préservera son indépendance politique et formera une opposition claire et ferme. Pour cela, il doit prendre la tête des luttes populaires, renforcer son engagement fondamental aux côtés des travailleurs de la ville et de la campagne. Notre parti est le principal garant et défenseur des droits et conquêtes des nicaraguayens. Chacune de ses structures, chacun de ses militants doit être à la première place dans les luttes

c- au cours des premières semaines, le gouvernement s'est lancé dans des actions qui tendent à revenir sur les conquêtes révolutionnaires, à mettre le mouvement populaire sur la défensive et à neutraliser le sandinisme. Face à cette situation, le FSLN doit :

- soutenir la lutte contre chaque action hostile de la droite, à travers les organisations sectorielles. Seules les positions fermes sont parvenues à neutraliser les visées du gouvernement

- dénoncer systématiquement les agressions, les abus, la corruption, les violations aux droits de l'homme venant du gouvernement et de la réaction en général

- participer à toute initiative au bénéfice du peuple (campagnes de vaccination, oeuvres communales, entre autres) et les revendiquer comme siennes dans la mesure où il y a participé

- utiliser les formes de lutte les plus variées en se maintenant dans le cadre de la loi afin de souder et de multiplier nos forces et notre influence politique

- doter le mouvement syndical d'une flexibilité et d'une autonomie qui lui permettent de défendre d'une manière adaptée les intérêts de chaque secteur

d- sur le plan de la lutte civique, le FSLN doit profiter des contradictions de l'ennemi et promouvoir initiatives et actions tendant à isoler les secteurs les plus récalcitrants de la droite. A cette fin :

- on encouragera toutes les positions qui convergent avec nos intérêts politiques

- on interviendra dans les luttes entre les groupes pour neutraliser les plus extrémistes

- on cherchera des points de convergence tactique avec les dirigeants de partis et organisations de l'opposition pour combattre les politiques qui lèsent les intérêts nationaux et populaires

- on préparera notre position face à d'éventuelles concertations économiques

e- notre forme principale de lutte sera l'action directe des masses organisées et la bataille politico-idéologique. De plus, nous nous disposons à l'affrontement juridique et parlementaire sur la base de la Constitution

f- un des principes de l'opposition sera d'offrir des solu-